

### 7. Limitation du temps de parole

**M. le Président.** — En vue d'assurer le bon déroulement de notre séance, le bureau élargi vous propose, en application de l'article 31, paragraphe 4, du règlement, de limiter comme suit le temps de parole des différents orateurs :

- 20 minutes pour un des signataires de la proposition de résolution ;
- 15 minutes pour les orateurs parlant au nom d'un groupe, étant entendu qu'il n'y aura qu'un seul orateur par groupe ;
- 10 minutes pour les autres orateurs.

J'ai appris que la Commission exécutive se propose de limiter le temps de parole de ses orateurs et je l'en remercie.

Par ailleurs, en ce qui concerne les amendements, je vous propose de limiter le nombre des orateurs à un « pour » et à un « contre », ces orateurs disposant de 5 minutes au maximum.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

### 8. Problèmes actuels de la C.E.E.A.

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence de la proposition de résolution de MM. Scelba, Spénale, Scarascia Mugnozza, Illerhaus, Vals et Pleven, sur les problèmes actuels de la Communauté européenne de l'énergie atomique (doc. 178/68).

La parole est à M. Scarascia Mugnozza, au nom des signataires.

Je lui rappelle qu'il dispose de 20 minutes.

**M. Scarascia Mugnozza, président de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques.** — (1) Monsieur le Président, chers collègues, au nom également de MM. Scelba et Spénale, je voudrais commenter brièvement la proposition de résolution soumise à la discussion du Parlement européen. Étant donné la limitation du temps de parole fixée ce matin, j'espère ne pas utiliser les vingt minutes qui me sont imparties.

Dès que le Parlement européen a été informé de ce que le budget de l'Euratom ne serait pas examiné au moment de l'approbation des budgets, diverses commissions et notamment les plus directement intéressées — la commission des finances et des budgets et celle de l'énergie — ont pris de nombreuses initiatives. Lors de la récente session à Strasbourg, M. Leemans a présenté à ce sujet un rapport et une résolution que le Parlement a approuvés. Par la suite, dès qu'on a su que le Conseil

n'entendait pas, au cours de sa session, résoudre la situation de l'Euratom en adoptant son budget, la commission politique a demandé la convocation du Parlement en session extraordinaire. A cette demande se sont jointes, pour les mêmes motifs, la commission des finances et des budgets et la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques. On sait qu'hier les trois commissions intéressées ont déployé une intense activité et que les groupes politiques se sont réunis au moins deux fois pour examiner tous les aspects de la situation et pour arriver à la présentation d'une proposition de résolution pouvant, dans ce parlement, trouver une très grande majorité ou, mieux encore — comme nous le souhaitons — faire l'unanimité.

Comme vous avez pu le constater, la proposition de résolution est divisée en plusieurs parties. Elle exprime les préoccupations du Parlement européen en ce qui concerne le budget et le programme. En substance, il est dit dans cette proposition que le Parlement européen est préoccupé du fait que tout abandon de la politique communautaire dans le domaine nucléaire et surtout dans celui de la recherche marquerait un grave recul dans le processus d'unification européenne. Il est, en outre, souligné qu'une Communauté européenne qui ne mènerait pas une politique dans le secteur de la recherche, au moment où certains pays du monde progressent dans ce domaine avec une rapidité considérable, signifierait pour l'Europe un avenir extrêmement sombre, qui sans aucun doute non seulement lui interdirait d'être à la hauteur de notre époque, mais la réduirait au rang de pays vassal, même sur le plan des conquêtes de l'esprit. L'absence d'un programme pluriannuel commun de recherche et d'investissement porterait sans aucun doute un grave préjudice à l'avenir de la Communauté, et le Parlement européen devrait insister sur la nécessité d'assurer au personnel du centre commun de recherche la stabilité de l'emploi et des garanties pour l'avenir.

Nous avons souvent parlé, au Parlement, de ce que l'on appelle « l'exode des cerveaux », et il est évident — comme l'a justement fait observer récemment M. Spénale à une réunion de la commission de l'énergie — que, si nous ne pouvions pas garantir la stabilité de l'emploi et prouver que nous voulons respecter nos engagements, non seulement nous favoriserions aujourd'hui cet « exode », mais nous interdirions aux Communautés européennes de conserver demain les capacités de travail, d'expérience, de passion et d'étude de nombreux chercheurs qui reçoivent actuellement leur formation et qui, sans aucun doute, n'accepteraient pas d'établir des relations de travail avec une Communauté qui ne saurait les protéger.

C'est pourquoi le Parlement européen devrait demander au Conseil d'arrêter immédiatement, c'est-à-dire à sa réunion des 20 et 21 décembre et fût-ce

**Scarascia Mugnozza**

à titre provisoire, les mesures financières indispensables pour un budget transitoire, et insister en même temps auprès de la Commission pour qu'elle fasse des propositions appropriées pour que le « groupe de la politique de la recherche scientifique et technique » puisse reprendre ses travaux.

Je crois, Monsieur le Président, que dans l'esprit de tous ceux qui s'intéressent aux problèmes d'Euratom la nécessité se fait jour de donner à cette institution communautaire une orientation un peu différente, qui dépasse le domaine des travaux nucléaires et qui transforme Euratom en un centre moteur de toutes les activités de recherche scientifique et technologique, qui en fasse le point de rencontre des divers intérêts nationaux au niveau supranational de la recherche, indispensable dans l'intérêt de l'Europe. Nous souhaiterions donc que le Conseil garantisse l'activité d'Euratom, mais également que la Commission adapte ses programmes aux exigences qui ont été exposées il y a un certain temps déjà et qui, du fait de circonstances sur lesquelles nous ne voulons pas nous étendre aujourd'hui, se sont en quelque sorte ensablées. Et c'est dans ce but que le Parlement européen devrait insister pour que les actions complémentaires à entreprendre soient définies avec le concours de la Commission qui doit justement assurer une meilleure coordination de l'ensemble des activités nucléaires dans la Communauté.

Dans la proposition de résolution, nous demandons encore à la Commission d'être consciente du rôle prééminent qui lui incombe dans la poursuite des études et dans la préparation du programme et nous lui rappelons ses responsabilités particulières devant le Parlement en l'invitant à lui faire rapport, à sa prochaine session en janvier, sur l'état des travaux.

Avant le dernier paragraphe, par lequel le président du Parlement européen est chargé de transmettre les résolutions au Conseil et à la Commission, ainsi qu'aux Parlements et aux gouvernements des États membres, la proposition comprend un paragraphe par lequel le Parlement a entendu revendiquer pour lui-même une certaine autonomie d'action dans l'examen des problèmes soulevés par Euratom. Nous pensons qu'à l'heure actuelle la commission politique, en raison des risques auxquels sont exposés les traités et les institutions, la commission des finances et des budgets, afin de garantir un budget aux activités communautaires, et la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques dont j'ai l'honneur d'être le président, doivent toutes ensemble présenter un rapport sur les événements passés, non pas pour établir les responsabilités de personnes, d'institutions, de commissions ou d'États (car personne, je pense, ne peut se déclarer exempt de faute, chacun a ses responsabilités dans la situation actuelle), mais pour permettre au Parlement européen, en

tant qu'organisme qui n'a pas eu de responsabilité directe dans les événements, d'évaluer les erreurs éventuelles et leurs conséquences. D'autre part, le Parlement revendique également pour lui la possibilité d'étudier un programme qui lui permette de se faire du problème des idées propres qui puissent être confrontées à celles que présenteront le Conseil et la Commission. Mais ensuite, Monsieur le Président — ceci n'est pas dans la lettre de la proposition de résolution, mais je pense que c'est dans l'esprit qui a présidé aux discussions — je crois que tous les parlementaires sentent la nécessité de porter le débat relatif à Euratom dans les différents parlements nationaux, comme cela s'est produit récemment au Parlement de la République fédérale allemande, car dans les Parlements nationaux également, des voix s'élèvent pour soutenir la position que le Parlement européen a courageusement adoptée ces jours derniers.

Pour conclure, Monsieur le Président, j'espère que la discussion fera l'unanimité en faveur de cette proposition de résolution, que l'on pourra certainement améliorer et pour laquelle nous sommes prêts à accueillir les amendements que nos collègues voudront présenter dans l'esprit qui nous a animés lors de son élaboration. Mais nous estimons qu'elle doit être votée à l'unanimité pour témoigner de la vitalité de notre Parlement, de l'intérêt qu'il prend aux programmes qui doivent être réalisés dans ce secteur et au personnel qui est aujourd'hui très préoccupé de son avenir, et surtout pour démontrer à la Commission et au Conseil que le Parlement européen n'a pas hésité devant l'exigence de faire l'Europe toujours plus forte, toujours plus unie.

**M. le Président.** — La parole est à M. Bersani, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Bersani.** — (1) Monsieur le Président, chers collègues, les déclarations faites par M. Scarascia Mugnozza, au nom des auteurs de la proposition de résolution, ont précisé l'ensemble des problèmes politiques et techniques dont nous devons nous préoccuper. Il a souligné combien le caractère exceptionnel de cette convocation du Parlement répond à l'exceptionnelle gravité de la situation dans laquelle se trouve non seulement l'une des trois Communautés, mais du fait même que l'une des institutions les plus importantes est frappée au cœur, l'ensemble de la Communauté ; de là la gravité de la situation.

Il ne fait guère de doute que sur le plan technique et financier la situation présente de nombreux aspects qui méritent d'être discutés ; mais le fond du problème est essentiellement politique. Le Parlement ne peut pas ne pas souligner qu'un péril mortel menace l'une des trois Communautés. Il ne peut pas ne pas se rendre compte d'une situation qui — je le répète — compromet l'équilibre et la struc-